



PLAN DE RELANCE EUROPÉEN



INFO

2 juin 2020

Pour une relance européenne bas carbone, souveraine et riche en emplois durables.

En dévoilant son plan de relance, la Commission européenne met sur la table 750 milliards d'euros supplémentaires pour relancer l'économie européenne. Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, le cap pris par le navire européen ne sera le bon que s'il sert la neutralité carbone de l'Europe, contribue à sa souveraineté énergétique et industrielle et offre des emplois durables et qualifiés à ses citoyens.



Le plan annoncé le 27 mai par la Présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, est destiné à aider l'économie européenne à sortir de la crise du Covid-19. Il prévoit une capacité d'emprunt de 750 milliards d'euros afin d'aider les États-Membres les plus touchés, à hauteur de 500 Mds€ de subventions et 250 Mds€ de prêts. L'Alliance CFE UNSA Énergies salue cette évolution historique pour l'Europe qui serait, si les 27 États-Membres la valident, l'expression d'une authentique solidarité européenne.

Une fiscalité favorable à l'Europe à mettre en place

Parce qu'autonomie stratégique et neutralité carbone doivent être traduites en actes concrets pour ne pas être que des concepts à la mode, l'Alliance CFE UNSA Énergies défend plus que jamais la mise en place d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe et la taxation des grandes entreprises du numérique. En établissant ce bouclier climatique de l'Europe, la Commission ferait contribuer les importations carbonées extra-européennes au financement du plan de relance au même titre que les champions de l'optimisation fiscale au détriment des États européens que sont les GAFAs.

Un besoin massif d'investissements bas carbone à assurer

La Commission annonce que le plan de relance doit être aligné avec les grandes priorités de l'Union Européenne, parmi lesquelles le Green Deal. Parce que la neutralité carbone en 2050 est la colonne vertébrale de ce dernier, l'Alliance CFE UNSA Énergies

L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS !

CFE ÉNERGIES
UNSA ÉNERGIE
www.cfe-energies.com
www.unsa-energie.fr



demande que la première des qualités du plan de relance européen soit d'être effectivement bas carbone. Dans cette perspective, elle défend un programme massif d'investissements en faveur de la transition bas carbone, ce qui suppose de soutenir toutes les technologies bas carbone européennes, sans parti pris idéologique, et de défendre une taxonomie (*) rationnelle parce que plus bas carbone que verte.

Le bâtiment et le transport étant les secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre, l'Alliance CFE UNSA Énergies salue la priorité que la Commission veut donner à la rénovation thermique bas carbone des bâtiments et à la mobilité propre. Dans ce dernier domaine et parce que l'Europe dispose d'ores et déjà avec Alstom de technologies hydrogène de transport ferroviaire, l'Alliance CFE UNSA Énergies soutient le développement d'une stratégie européenne en matière d'hydrogène, à la condition que soient soutenues toutes les technologies bas carbone permettant de produire de l'hydrogène, y compris le nucléaire.

Une dimension sociale et solidaire nécessaire

La seconde qualité de ce plan de relance, c'est d'être utile aux salariés européens, durement frappés par les conséquences économiques et sociales de la crise. Utile car riche en emplois durables et qualifiés, ce qui suppose que les investissements soutenus par le plan de relance participent à la défense de l'industrie européenne et à la structuration de filières industrielles réellement pourvoyeuses d'emplois dans la durée.

A ce titre, l'Alliance CFE UNSA Énergies salue la forte augmentation du fonds de transition juste qui passe ainsi de 7,5 à 40 milliards d'euros et dont l'objectif est d'atténuer les impacts socio-économiques de la neutralité carbone dans les régions les plus touchées. L'accompagnement des salariés dans les transitions professionnelles imposées par cette neutralité carbone est en effet essentiel à la réussite du Green Deal, et l'Alliance CFE UNSA Énergies demande au Gouvernement de se saisir de l'augmentation de l'enveloppe allouée à la France dans ce fonds de transition juste pour accompagner au mieux la fermeture des quatre centrales charbon françaises.

Une souveraineté énergétique et industrielle primordiale

Enfin, au moment où la rivalité sino-américaine risque de marginaliser l'Europe et alors que la crise a montré son extrême dépendance à des chaînes de production trop délocalisées en Asie, la dernière qualité du plan de relance sera de participer à l'autonomie stratégique de l'Europe et donc de renforcer la souveraineté européenne.





Parce que l'énergie est un bien essentiel à la vie économique et à nos sociétés, c'est à la souveraineté et à la sécurité énergétiques de l'Europe que cette relance doit être utile. Tout aussi essentielle est la souveraineté industrielle et technologique dans une compétition mondiale où rivalités, tentations hégémoniques, compétition technologique et rapports de force ne font que s'exacerber. Sans oublier l'impératif de souveraineté minière qui impose de faire les bons choix au moment où la demande mondiale en minerais et en terres rares explose du fait du boom des énergies renouvelables et demain du stockage.

C'est pourquoi l'Alliance CFE UNSA Énergies défend un plan de relance qui fait la part belle aux investissements en faveur des technologies européennes et à ses filières industrielles, via un fonds de relance industrielle et la construction de chaînes de valeur stratégiques au sein de l'Union européenne. Outre le soutien au

financement des investissements d'efficacité énergétique dans l'industrie, cette approche doit permettre d'éviter aux décideurs de succomber à la facilité qui consisterait à soutenir des investissements énergétiques en apparence verts mais in fine favorables aux industries extra-européennes.

Bas carbone, riche en emplois et souveraine, telles sont les qualités indispensables pour que la relance proposée par la Commission européenne soit utile à l'avenir de l'Europe et à ses citoyens !

() La taxonomie « verte » désigne une liste d'activités considérées économiquement durables pour servir de référentiel aux investisseurs, c'est une base pour la création de standards européens verts dans la définition des produits financiers*

